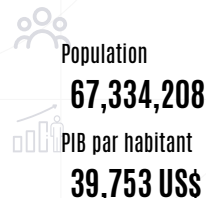
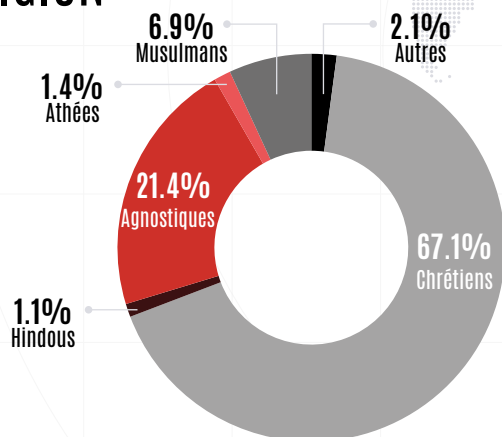




ROYAUME-UNI

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Le Royaume-Uni est signataire de conventions internationales sur les droits de l'homme, telles que la Convention européenne des droits de l'homme, qui lui imposent des engagements en matière de liberté de religion et de croyance. La Convention européenne, qui énonce le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion (article 9), a été incorporée au droit britannique par la Loi de 1988 sur les droits de l'homme, bien qu'elle ne soit entrée pleinement en vigueur qu'en l'an 2.000.

L'Église d'Angleterre, en tant qu'Église institutionnelle de l'Angleterre, domine la vie religieuse publique depuis plus de 450 ans et jouit de quelques privilèges juridiques. Par exemple, 26 évêques anglicans siègent à la Chambre des Lords du Parlement britannique. L'Église presbytérienne d'Écosse est également une institution officielle.¹ Bien que la majorité de la population britannique s'identifie encore largement au christianisme – selon le dernier recensement, 59,3 pourcents des britanniques se qualifient de chrétiens² – l'assiduité à l'église a chuté de façon spectaculaire au cours de la fin du 20^{ème} siècle.³ L'immigration et les changements démographiques ont contribué à la

croissance d'autres religions, notamment l'islam.

À l'exception de l'Écosse, où « l'observance religieuse » doit avoir lieu six fois par an, toutes les écoles publiques doivent tenir chaque jour une assemblée scolaire (« School assembly »). En Angleterre, la majorité des assemblées scolaires doit avoir « un caractère largement chrétien », mais il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi pour chaque assemblée, et les assemblées peuvent largement refléter d'autres traditions religieuses.⁴ Les parents ont le droit de retirer leurs enfants de ces activités, et en Angleterre et au Pays de Galles, les élèves de sixième année (ceux âgés de 16 à 18 ans qui étudient en vue du « niveau A », équivalent du baccalauréat, ou d'une qualification similaire) peuvent également refuser d'y participer. Malgré ces possibilités de désistement, les écoles ont subi des contestations dans ce domaine. En novembre 2019, l'organisation Humanists UK a soutenu Lee et Lizianne Harris dans leur action en justice contre la Burford Primary School, Oxfordshire, devant la Haute Cour. Ils ont fait valoir que la participation de leurs enfants aux assemblées scolaires équivalait à de l'endoctrinement en raison de l'inclusion de prières chrétiennes, de la mise en scène de récits tirés de la Bible, et de discours de membres du clergé. Ils ont soutenu que tout cela, conjugué à l'incapacité de l'école d'offrir des activités alternatives de valeur éducative égale,

avait violé leur liberté de religion ou de croyance. M. et Mme Harris avaient exercé leur droit de retirer leurs enfants des assemblées avant l'audience. L'école primaire Burford a par la suite accepté de proposer des assemblées alternatives aux élèves qui s'étaient désistés.⁵

Les écoles publiques sont également légalement tenues de fournir des cours d'instruction religieuse – ce qui implique l'étude du christianisme et d'autres religions du monde – bien que les parents puissent là aussi en retirer leurs enfants. En Angleterre et au Pays de Galles, les élèves âgés de 14 ans et plus peuvent actuellement s'exempter eux-mêmes.⁶ Toutefois, le gouvernement gallois a développé des projets visant à supprimer le droit des parents et des élèves les plus âgés de se désister des cours⁷, dans le cadre de propositions visant à introduire un nouveau programme. Le programme mis à jour, qui devrait être rebaptisé « Religion, valeurs et éthique », « englobera à la fois les croyances religieuses et non religieuses ».⁸ Une étude d'impact de janvier 2020 a noté qu'une « décision de ne pas inclure un droit de retrait pour le nouveau programme scolaire aura un impact négatif sur certains groupes religieux ».⁹

INCIDENTS

Bien que les restrictions gouvernementales à la liberté religieuse soient faibles, selon le dernier bilan du Pew Forum les hostilités sociales demeurent élevées, même si les niveaux d'hostilités sociales ont diminué par rapport à l'analyse précédente. Le Royaume-Uni est l'un des cinq seuls États démocratiques à afficher ce niveau de violence contre les groupes religieux et leurs membres.¹⁰ Selon les données du Ministère de l'Intérieur, 56 pourcents des crimes de haine en Angleterre et au Pays de Galles ont été « enregistrés... en tant qu'infractions raciales ou religieuses aggravées », soit environ 58.850 infractions commises entre mars 2019 et mars 2020. Il s'agit d'une augmentation de 4.280 par rapport aux douze mois précédents. Le Ministère de l'Intérieur a également publié des données sur les tendances provisoires concernant les infractions raciales ou religieuses aggravées ayant eu lieu jusqu'en juillet 2020 dans le cadre des restrictions liées au Covid-19. Bien que le niveau de ces infractions ait été inférieur à celui de 2019 lors de la période du premier confinement au Royaume-Uni (mars et mai 2020), janvier-février 2020 et juin-juillet 2020 ont connu une augmentation des infractions de ce type par rapport aux mêmes pé-

riodes en 2019.¹¹ En Écosse, 660 infractions aggravées à motivation religieuse ont été signalées en 2019-2020, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2018-2019.¹² Le problème confessionnel est toujours un problème en Écosse et en Irlande du Nord. La police d'Irlande du Nord a signalé que 888 incidents à motivation confessionnelle s'étaient produits au cours des 12 mois précédant la fin mars 2020 - et 46 autres incidents non confessionnels ont été enregistrés comme ayant une motivation religieuse.¹³

Le gouvernement britannique a pris un certain nombre de mesures en matière de liberté de religion ou de croyance au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. En septembre 2019, le député Rehman Chishti a été nommé envoyé spécial du Premier ministre pour la liberté de religion ou de conviction¹⁴, après Lord Ahmad de Wimbledon, qui avait été le premier nommé à ce poste. Une partie de la mission de M. Chishti comprenait la supervision de la mise en œuvre du Rapport indépendant de l'évêque de Truro sur les persécutions antichrétiennes pour le Secrétaire britannique aux Affaires étrangères et au Commonwealth (voir le point C ci-dessous). Le gouvernement britannique a également nommé Lord John Mann conseiller indépendant sur l'antisémitisme en juillet 2019.

Des organisations religieuses et laïques se sont inquiétées du fait que le projet de loi (Écosse) sur les crimes de haine et l'ordre public, proposé par le gouvernement écossais, finirait par restreindre un certain nombre de libertés, y compris certains pans de la liberté religieuse. Certains ont craint que les définitions des termes « insulte » et « haine » ne fassent entrer l'enseignement traditionnel sur le mariage et l'éthique sexuelle dans ces catégories. Les détracteurs du projet de loi ont évoqué la possibilité que la littérature religieuse éventuellement concernée, dont la Bible, ne puisse être saisie et détruite en vertu du projet proposé.¹⁵

Judaïsme

Pour 2019, le Community Security Trust (CST) a enregistré 1813 incidents antisémites, soit le total annuel le plus élevé signalé par l'organisation.¹⁶ Cela représente une augmentation de 7 % par rapport au chiffre de 1690 de 2018. Un indicateur de l'augmentation de tels incidents au cours des dernières années est le fait qu'en 2018, le Community Security Trust ait enregistré pour la première fois plus de 100 incidents chaque mois, ce qui s'est répété tout au long de l'année 2019.¹⁷ Cette tendance s'est poursuivie en 2020, lorsque le Community Security Trust a également enregistré 789 incidents antisémites au cours des

six premiers mois – le nombre d'incidents n'étant repassé sous la barre des 100 qu'au cours d'un seul de ces mois (avril 2020, où 98 incidents ont été enregistrés).¹⁸

Parmi les agressions physiques enregistrées durant cette période, il y a eu les cas suivants : en mai 2020, alors qu'un homme marchait avec sa mère dans un parc londonien, un joggeur les a agressés verbalement à deux reprises au moment de les doubler. Au moment de son troisième passage, la victime lui a demandé la raison de ses injures, et n'a reçu pour réponse que « Vous êtes un f*ck** d'égoïste, » avant de recevoir un coup de poing qui l'a jeté à terre. Le joggeur lui a ensuite donné un coup de pied alors qu'il gisait au sol, puis les a traités, lui et sa mère, de « F*ck*ng sales juifs », avant de s'enfuir. Le délinquant a par la suite été identifié grâce à une enquête policière.¹⁹

Cependant, bien qu'il y ait eu une diminution des incidents tels que les menaces physiques, les agressions et les comportements violents au premier semestre de l'année 2020 par rapport à 2019, probablement en raison du confinement lié au Covid-19, il y a eu une augmentation du nombre d'incidents en ligne.²⁰ Parmi eux, dix problèmes en ligne, comme par exemple des prières et des sessions d'étude, ciblées par du contenu anti-juif. Ces incidents incluaient des discours et images haineux affichés grâce à la fonction de conversation.²¹ En janvier 2020, à l'occasion du 75ème anniversaire de la libération d'Auschwitz, la rhétorique antisémite la plus courante faisait référence à Hitler, aux nazis, etc. Cela a culminé vers le 27 du mois, lorsque le Royaume-Uni a célébré le Jour de commémoration de l'Holocauste.²²

Au parti travailliste, il y a eu un certain nombre d'allégations d'antisémitisme au cours de la période où Jeremy Corbyn était chef (2015-2020). 87% des adultes juifs interrogés en mars 2019 ont exprimé l'opinion que Jeremy Corbyn était antisémite. À l'approche des élections générales de décembre 2019, le grand rabbin Ephraim Mirvis a écrit dans le Times que sa communauté était inquiète d'une éventuelle victoire travailliste, parce que M. Corbyn n'avait pas abordé la question de l'antisémitisme. Cela a incité l'archevêque de Canterbury, Justin Welby, à tweeter : « Que le grand rabbin se sente obligé de faire une telle déclaration sans précédent en ce moment devrait nous alerter sur le profond sentiment d'insécurité et de peur ressenti par de nombreux juifs britanniques ». ²³

Le 28 mai 2019, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a ouvert une enquête sur l'antisémitisme au

parti travailliste, à la suite de plaintes officielles. En octobre 2020, elle a conclu qu'il y avait eu « de graves lacunes dans le leadership, et un processus inadéquat pour traiter les plaintes pour antisémitisme dans l'ensemble du Parti travailliste... il y a eu des actes illégaux de harcèlement et de discrimination dont le Parti travailliste est responsable ». Il s'agissait notamment de cas dans lesquels le parti n'avait pas enquêté sur des plaintes concernant des propos haineux sur les médias sociaux.²⁴ Dans un échantillon de 70 cas, il a également été constaté 23 cas d'ingérence politique dans le processus de traitement des plaintes.²⁵ Il y a aussi eu des exemples, venant du parti, suggérant que les plaintes pour antisémitisme étaient fausses. La Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a recommandé la mise en place d'un processus indépendant de traitement des plaintes, en donnant des lignes directrices claires pour empêcher que l'ingérence politique ne se reproduise. La Commission a signifié au Parti travailliste une mise en demeure pour agissement illégal, donnant aux travaillistes jusqu'au 10 décembre 2020 pour élaborer un plan d'action.²⁶ M. Corbyn, qui a démissionné de son poste de chef du parti en avril 2020, a été suspendu après avoir déclaré que l'ampleur de l'antisémitisme avait été « surestimée ». Cependant, il a été réintégré fin novembre, après avoir publié une déclaration exprimant des regrets pour toute douleur causée par ses remarques. Au moment d'écrire le présent rapport (début décembre 2020), il n'avait pas retrouvé son poste de « whip » au Parlement, ce qui signifie qu'il n'était pas officiellement député du Parti travailliste.²⁷

Il a été noté dans l'édition 2018 du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde qu'un certain nombre d'écoles juives qui avaient été qualifiées de remarquables au cours des années précédentes avaient été rétrogradées à « inadéquates ». ²⁸ L'OFSTED (Office for Standards in Education, Children's Services and Skills) a dégradé les écoles confessionnelles lorsque leurs opinions religieuses étaient en conflit avec ce qui est souvent perçu comme des normes sociales actuelles en matière de genre et de sexualité.²⁹ L'OFSTED a soutenu que le fait de ne pas fournir d'enseignement approfondi sur les questions LGBT+ signifiait que les élèves n'étaient pas suffisamment instruits sur l'importance de traiter les personnes LGBT+ sur un pied d'égalité – même s'il a noté que dans une des écoles déclassées, « on enseigne aux élèves l'importance de respecter et d'apprécier toutes les personnes, dans le cadre de leur foi juive ». ³⁰ Des membres de la communauté juive se sont prononcés contre de telles mesures, le dé-

puté de Tottenham David Lammy évoquant « ce que beaucoup considèrent comme une offensive croissante contre l'éducation juive ». ³¹ La King David High School, à Crumpsall (près de Manchester) a été rétrogradée de « exceptionnelle » à « insuffisante » lors d'une inspection faite en 2019 au motif que l'enseignement séparé des garçons et des filles équivalait à de la « discrimination ». ³² Après que l'école eut présenté une demande de contrôle judiciaire, l'OFSTED a infirmé son évaluation et a été condamné à payer toutes les « dépenses raisonnables » engagées par l'école pour demander le contrôle judiciaire. ³³

Islam

Il y a eu un pic d'activité anti-islamique la semaine suivant la fusillade de mars 2019 dans une mosquée de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, avec une augmentation de 593 % des incidents au Royaume-Uni. ³⁴ Parmi les attaques relatées, il y a eu de graves actes de vandalisme dans cinq mosquées de Birmingham, où des fenêtres ont été fracassées avec un marteau de forgeron. ³⁵ À la suite de l'attaque en Nouvelle-Zélande, le gouvernement britannique a massivement augmenté le montant des fonds pour les mesures de sécurité dans les lieux de culte en 2019-2020, pour atteindre 1,6 million de livres sterling. 27 mosquées, 13 églises, 5 gurdwaras sikhs et 4 temples hindous considérés comme les cibles potentielles de crimes de haine ont reçu des subventions pour de la vidéosurveillance, une clôture, des portes, des alarmes et de l'éclairage. ³⁶ 3,2 millions de livres sterling ont été affectés pour 2020-2021. ³⁷ Cependant, des membres de la communauté musulmane d'Irlande du Nord se sont déclarés préoccupés par le fait qu'ils ne pouvaient pas bénéficier de ce soutien, car le régime ne couvrait que l'Angleterre et le Pays de Galles. ³⁸ Pour 2019-2020, un nouveau programme de 5 millions de livres sterling a également été mis en place pour fournir une formation en matière de sécurité afin de protéger les édifices religieux en Angleterre et au Pays de Galles.

Des membres de la communauté musulmane ont été agressés parce qu'ils étaient identifiables par leur tenue vestimentaire distinctive. Redena Al-Hadi, une écolière de 14 ans de Sheffield, et sa sœur Wida, 13 ans, se trouvaient dans un bus pour rentrer chez elles le 4 décembre 2019 lorsqu'un homme a commencé à leur crier des insultes. Un garçon, qui a répliqué pour elles, a été poussé et frappé par une femme. Alors que les filles essayaient de descendre du bus, la femme a dit à Redena que son hijab l'avait rendue malade. La femme a ensuite poussé

l'écolière hors du bus, l'a étranglée avec son propre hijab et l'a frappée à l'œil. Redena a été temporairement inconsciente, sa tête ayant heurté le sol. Malgré l'arrestation par la police de la femme responsable des coups et blessures volontaires, elle a été laissée en liberté parce que « c'était sa première infraction ». ³⁹ Fin juillet 2020, une musulmane et sa petite fille ont été renversées par une femme qui promenait deux chiens, alors qu'elles allaient traverser la rue, dans l'est de Londres. La fille est tombée dans la rue après avoir essayé de s'éloigner des chiens. La femme aux chiens a crié des insultes, dont « f*ck off, retourne au travail ». ⁴⁰ Le 17 août, une musulmane portant un niqab a reçu des crachats d'un homme d'âge moyen alors qu'elle sortait d'une pharmacie à Tooting, dans le sud de Londres. ⁴¹

Après qu'une définition de l'islamophobie élaborée par le Groupe parlementaire multipartite sur les musulmans britanniques – un groupe de députés de tous les partis – eut été rejetée par le gouvernement en mai 2019, au motif qu'elle serait trop vague, l'imam Qari Asim MBE, vice-président du Groupe de travail sur la haine antimusulmane du gouvernement britannique, a été nommé pour diriger le groupe de travail chargé de définir l'islamophobie. L'imam Asim a déclaré : « Je suis profondément engagé à travailler avec les communautés musulmanes et avec les parties prenantes concernées pour formuler une définition juridiquement robuste, complète et pratique de l'islamophobie ». ⁴²

En 2019, quarante-trois membres du Parti conservateur ont été suspendus pour islamophobie, dont des conseillers conservateurs. ⁴³ En décembre 2019, le Premier ministre Boris Johnson a nommé le Professeur Swaran Singh, ancien commissaire de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme, pour examiner le traitement des plaintes par le parti. Cependant, le Conseil musulman de Grande-Bretagne s'est dit déçu que l'enquête porte sur un examen général de la « discrimination ». Le Secrétaire général de l'organisme, Harun Khan, a déclaré : « On nous a promis une enquête indépendante, spécifiquement sur l'islamophobie ». Le conseil réclamait depuis 2018 une enquête indépendante sur l'islamophobie présumée au sein du parti. Il avait également demandé à la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme d'ouvrir une enquête. En mars 2020, le Parti conservateur a suspendu 23 autres membres du parti. ⁴⁴ Un sondage réalisé en novembre 2020 par le Labour Muslim Network a également révélé que plus de la moitié des membres musulmans du

parti ne « font pas confiance à la direction du parti travailliste pour lutter efficacement contre l'islamophobie ».⁴⁵

Christianisme

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, il y a eu des attaques contre des églises à travers le Royaume-Uni. Au cours de la dernière semaine d'avril 2019, deux églises catholiques d'Écosse – Saint Simon's, à Partik (un district de Glasgow) et Holy Family, Mossend, North Lanarkshire – ont été ciblées par des vandales. Dans le premier cas, une chapelle consacrée à Notre-Dame de Czestochowa a été profanée, et une statue du Sacré-Cœur brisée.⁴⁶ En juin 2019, l'église St John's de Stratford, vieille de 175 ans, a subi trois attaques en 24 heures. Dans le même temps, des « 666 » et des pentagrammes ont été gravés dans les boiseries de deux autres lieux de culte de l'est de Londres, l'église St Matthew (West Ham), et l'église baptiste de Cann Hall Road (Leytonstone). Il y a eu des tentatives pour mettre le feu aux églises de Cann Hall et St John's.⁴⁷ Un « 666 » ainsi qu'une croix inversée ont également été dessinés sur l'église de Bramshaw, dans le parc de New Forest, au cours de ce qui a été décrit comme des attaques d'inspiration occulte entre le 16 et le 20 novembre 2019. Ces dernières ont principalement pris la forme de meurtres d'animaux et d'inscriptions de symboles, dont des étoiles et des pentagrammes, sur ceux-ci.⁴⁸ À Rhyl, au nord du Pays de Galles, le Père Charles Ramsay, curé de la paroisse, a été blessé après avoir affronté des vandales à l'église St Mary's en juin 2020.⁴⁹ Le fait est qu'à travers le Royaume-Uni, des attaques sporadiques ont eu lieu contre des prêtres catholiques.⁵⁰ Cependant, les problèmes les plus importants se sont produits en Irlande du Nord. Selon une étude de l'association CARE, entre 2014/15 et 2019/20, il y a eu 601 attaques contre des lieux de culte – essentiellement des églises. Des cimetières ont également été vandalisés.⁵¹

Certains chrétiens semblent encore éprouver des problèmes lorsque leurs opinions religieuses sont en conflit avec ce qui est perçu comme les normes sociétales actuelles. Par exemple, l'administratrice de l'école Kirstie Higgs a été congédiée en 2020 à la suite de plaintes lui reprochant d'avoir publié sur sa page Facebook personnelle son opposition à l'enseignement en classe de l'idée d'une équivalence entre les actes sexuels hétérosexuels et homosexuels.⁵² Les libéraux-démocrates ont laissé tomber Robert Ffello comme candidat potentiel aux élections législatives pour la circonscription de Stoke-on-Trent South,

moins de 48 heures après qu'il eut annoncé qu'il se présenterait, parce que « ses valeurs divergent des nôtres ». Les médias ont rapporté que le candidat catholique avait perdu son investiture en raison de son bilan électoral en tant que député travailliste de la même circonscription de 2005 à 2017. Il a soutenu un amendement visant à interdire l'avortement sélectif en fonction du sexe, ainsi que l'avortement jusqu'à la naissance, et a voté contre l'introduction du suicide assisté par un médecin, et la redéfinition du mariage légal pour inclure les couples de même sexe.⁵³

Peu après la fête de Noël de 2018 (28 décembre), le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Jeremy Hunt, a annoncé qu'il y aurait un rapport indépendant sur les réponses du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth concernant la persécution des chrétiens à travers le monde. L'évêque anglican de Truro, Mgr Philip Mounstephen, a supervisé le projet, dont le rapport final a été publié le 8 juillet 2019. Le rapport a conclu qu'il y avait un « manque apparent de sensibilisation [au sein du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth] aux défis auxquels est confrontée la communauté chrétienne, ce qui révèle un manque de culture religieuse qui a sans aucun doute une incidence sur l'exercice complet de tous les droits à la liberté de religion ou de croyance », et a fait des recommandations au Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth sur les mesures qu'il pourrait prendre pour s'attaquer à ces problèmes.⁵⁴ Lors de la Conférence ministérielle de 2019 pour faire progresser la liberté religieuse à Washington DC, Lord Ahmad a déclaré que le gouvernement britannique mettrait en œuvre toutes les recommandations du rapport.⁵⁵

Le manque de culture religieuse au sein des organes gouvernementaux a apparemment été confirmé par des incidents tels que le refus d'accorder l'asile à un iranien converti au christianisme en mars 2019, après qu'un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur eut rejeté son allégation selon laquelle il était devenu chrétien parce que le christianisme était une religion de paix. La lettre de refus du fonctionnaire, qui citait plusieurs actes de violence dans les textes bibliques, disait : « Ces exemples sont incompatibles avec votre affirmation selon laquelle vous vous êtes converti au christianisme après avoir découvert qu'il s'agissait d'une religion pacifique, par opposition à l'islam, qui contient de la violence, de la rage et de la vengeance ». Le Ministère de l'Intérieur a par la suite reconsidéré la demande, affirmant qu'il n'avait pas suivi la

procédure appropriée.⁵⁶

Autres groupes confessionnels

Les membres d'autres religions et leurs lieux de culte ont également été confrontés à diverses attaques. En voici quelques exemples :

- Plusieurs statues de divinités hindoues ont eu le visage brisé par un homme cagoulé lors d'une attaque du Centre social et culturel hindou Gujarati, à Walsall, le 19 juin 2019. L'attaque, filmée, a été montrée à la télévision sur CCTV.⁵⁷
- Vaneet Singh, un chauffeur de taxi sikh, a été giflé et frappé à coups de pied par les quatre passagers qu'il ramenait chez eux du Casino Grosvenor, à Reading, en septembre 2020. Un passager a essayé de lui enlever son turban et lui a demandé: « Êtes-vous taliban ? »⁵⁸

Certains incidents démontrent également que des accommodements raisonnables n'ont pas été trouvés pour des pratiques religieuses. Ainsi, les détenus néopaïens purgeant des peines à la prison de Sa Majesté de Hull ont été informés qu'ils ne pouvaient pas acheter de bougies ni d'encens pour les petits autels qu'ils avaient dressés dans leurs cellules, pour des « raisons de sécurité ». Et ce, malgré les consignes en matière de pastorale et de religion des prisonniers, qui prévoyaient que « de l'encens doit être disponible dans la liste des produits fournis aux prisonniers inscrits comme bouddhistes, hindous, chrétiens orthodoxes, païens, sikhs, ou adeptes des religions chinoises comme le taoïsme ». Les directeurs de prison peuvent interdire l'encens dans les cellules des prisonniers individuels s'ils considèrent que cela représente un « risque pour la santé, la sécurité, l'ordre ou la discipline ». La prison de Sa Majesté de Hull compte une trentaine de prisonniers adeptes de différentes traditions païennes.⁵⁹

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le niveau élevé d'hostilité sociale à l'encontre des membres de groupes religieux reste profondément préoccupant, et les données relatives à ces incidents – comme l'augmentation du nombre d'incidents antisémites passé de 123 à 1.813 entre 2018 et 2019 – mettent en évidence la gravité de ces problèmes. L'augmentation des aides d'État pour la protection des lieux de culte et la préoccupation accrue du gouvernement britannique pour ces questions sont les bienvenues et arrivent à point nommé.

Néanmoins, bien qu'il soit probable que les agressions et les attaques violentes aient diminué en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, rien n'indique une baisse à long terme du niveau de tels incidents, et il est raisonnable de supposer, d'après les données, qu'ils continueront de se multiplier.

Il continue également d'y avoir un malaise dans certaines parties de la société lorsque sont exprimées des opinions religieuses qui entrent en conflit avec les normes progressistes actuelles en matière de genre et de sexualité. Il était noté dans le Rapport de 2018 sur la liberté religieuse dans le monde que « les individus et les institutions sont pénalisés lorsqu'ils expriment une vision religieuse traditionnelle de la moralité, même si cela est fait de façon objective et sans intention d'offenser ». À mesure que les débats sur le genre et la sexualité s'éloignent des modèles traditionnels, tout porte à croire que ceux qui expriment de telles opinions se retrouveront de plus en plus censurés ou soumis à d'autres mesures punitives (par exemple les écoles juives déclassées par l'OFSTED).

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Alice Brown, "Scotland", Encyclopaedia Britannica, <https://www.britannica.com/place/Scotland/People>
- 2 National Office of Statistics, Religion in England and Wales 2011, <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/culturalidentity/religion/articles/religioninenglandandwales2011/2012-12-11>. Des enquêtes récentes suggèrent que le nombre de personnes ayant répondu « aucune » (c'est-à-dire les personnes qui se qualifient sans religion), a augmenté. Cependant, ces résultats reposent sur des échantillons de données relativement petits, par exemple le sondage de 2017 qui a révélé que 53 % des répondants se qualifiaient comme sans « aucune religion » était basé sur un échantillon de 2942 répondants. May Bulman, "Record number of British people say they have no religion", Independent, 4 septembre 2017, <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/british-people-atheist-no-religion-uk-christianity-islam-sikism-judaism-jewish-muslims-a7928896.html>
- 3 Alasdair Crockett and David Voas, "Generations of Decline: Religious Change in 20th-Century Britain" in Journal for the Scientific Study of Religion, 45 (2006), pp. 567-584; "Church of England attendances 'stabilising'", BBC News (online), 7 mai 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-22426144>
- 4 Department for Education, Circular 1/94, Religious Education and Collective Worship, p. 21, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/281929/Collective_worship_in_schools.pdf
- 5 "High Court grants parents permission to challenge school worship law", Humanists UK, 29 juillet 2019, <https://humanism.org.uk/2019/07/29/high-court-grants-parents-permission-to-challenge-school-worship-law/> ; "School concedes in collective worship legal case – will provide alternative assemblies", Humanists UK, 20 novembre 2019, <https://humanism.org.uk/2019/11/20/school-concedes-in-collective-worship-legal-case-will-provide-alternative-assemblies/> ; "Burford school agrees to provide alternative to Christian assembly", BBC News (online), 20 novembre 2019, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-england-oxfordshire-50486824> ; US State Dept., "United Kingdom", Report on International Religious Freedom, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/united-kingdom/>
- 6 US State Dept., "United Kingdom", Report on International Religious Freedom, op cit.
- 7 63,7 % des répondants se sont opposés aux modifications proposées à l'IR au Pays de Galles lors d'une consultation sur l'éducation générale en janvier-mars 2019 (See Welsh Government, Our National Mission: A Transformational Curriculum Proposals for a new legislative framework, p. 35, https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2019-07/summary-of-responses-our-national-mission-a-transformational-curriculum_1.pdf ; Welsh Government, Consultation on proposals to ensure access to the full curriculum for all learners, https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2019-10/consultation-document-ensuring-access-to-the-full-curriculum_0.pdf
- 8 Llorenç O'Prey and Sarah Usher, Curriculum for Wales: Religion, Values and Ethics Consultation Analysis, p. 1 <https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2020-10/consultation-analysis-report-rve.pdf>
- 9 Welsh Government, Curriculum for Wales – Ensuring access to the Full Curriculum, p. 31. <https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2020-01/impact-assessment-ensuring-access-to-the-full-curriculum.pdf>
- 10 In 2018, Government Restrictions on Religion Reach highest level globally for more than a Decade, Pew Research Centre, 2020, p. 17.
- 11 UK Home Office, "Hate crime, England and Wales, 2019 to 2020", <https://www.gov.uk/government/publications/hate-crime-england-and-wales-2019-to-2020/hate-crime-england-and-wales-2019-to-2020>
- 12 Crown Office and Procurator Fiscal Service, Hate Crime in Scotland 2019-2020, p. 2.
- 13 Police Service of Northern Ireland, Trends in Hate Motivated Incidents and Crimes Recorded by the Police in Northern Ireland 2004/05 to 2019/20: Annual Bulletin, p.6, <https://www.psnipolice.uk/globalassets/inside-the-psni/our-statistics/hate-motivation-statistics/2019-20/hate-motivated-incidents-and-crimes-in-northern-ireland-2004-05-to-2019-20.pdf>
- 14 "UK appoints new Prime Minister's Envoy for Freedom of Religion and Belief", Gov.UK, 12 septembre 2019 <https://www.gov.uk/government/news/uk-appoints-new-pm-envoy-for-freedom-of-religion-belief>
- 15 Mark McLaughlin, "Bibles and newspapers 'would be banned under new hate crime law'", The Times, 8 novembre 2020, <https://www.thetimes.co.uk/article/bibles-and-newspapers-would-be-banned-under-new-hate-crime-law-m0wntj3jn> ; "CI warns of religious liberty threat from Scots hate crime Bill", Christian Institute, 12 novembre 2020, <https://www.christian.org.uk/news/ci-warns-of-religious-liberty-threat-from-scots-hate-crime-bill/>
- 16 CST, Antisemitic Incidents January-June 2020, p. 6, <https://cst.org.uk/public/data/file/c/5/Incidents%20Report%20Jan-Jun%202020.pdf>
- 17 CST Annual Review 2019, p. 14, <https://cst.org.uk/data/file/a/c/Annual%20Review%202019-web.1583750042.pdf>
- 18 CST, Antisemitic Incidents January-June 2020, p. 2.
- 19 Ibid., p. 12.
- 20 Ibid., pp. 4-6.
- 21 Ibid., p. 9.
- 22 Ibid., p. 20.
- 23 US State Dept., "United Kingdom", Report on International Religious Freedom, op. cit.
- 24 Equality and Human Rights Commission, Investigation into antisemitism in the Labour Party, pp. 5-7, <https://www.equalityhumanrights.com/sites/default/files/investigation-into-antisemitism-in-the-labour-party.pdf>
- 25 Ibid., p. 9.
- 26 Jennifer Scott, "What does the Labour anti-Semitism report say?", BBC News (online), 29 octobre, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-54731222>
- 27 "Jeremy Corbyn: Labour readmits ex-leader after anti-Semitism row", BBC News (online), 18 novembre, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-54976558>
- 28 Simon Roker, "Hendon girls' school receives lowest Ofsted rating", Jewish Chronicle, 27 février 2017, <https://www.thejc.com/education/education-news/hendon-girls-school-receives-lowest-ofsted-rating-1.433474>
- 29 Simon Roker, "Jewish independent schools fare worst in Ofsted report", Jewish Chronicle, 8 décembre 2017, <https://www.thejc.com/education/education-news/jewish-independent-schools-fare-worst-in-ofsted-report-1.449894>

- 30 OFSTED inspection, Beth Jacob Grammar School for Girls, 2 novembre 2016, <https://reports.ofsted.gov.uk/inspection-reports/find-inspection-report/provider/ELS/101388>
- 31 Chaya Spitz, "It is time to stop this assault on our Jewish schools", Jewish Chronicle, 28 décembre 2017, <https://www.thejc.com/comment/comment/it-is-time-to-stop-this-assault-on-our-jewish-schools-1.451005>
- 32 Eleanor Busby, "'Outstanding' Jewish school downgraded over religious and gender segregation concerns", Independent, 15 juin 2019, <https://www.independent.co.uk/news/education/education-news/ofsted-jewish-school-manchester-outstanding-king-david-high-school-faith-gender-segregation-a8959946.html>
- 33 Neal Keeling, "King David High School's 'inadequate' grading by Ofsted quashed in 'very unusual' move following threat of legal action", Manchester Evening News, 4 octobre 2019, <https://www.manchestereveningnews.co.uk/news/greater-manchester-news/king-david-high-schools-inadequate-17031466>
- 34 Lizzie Dearden, "Islamophobic incidents rocket by 600% in UK during week after New Zealand terror attack", Independent, 23 mars 2020, <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/new-zealand-shooting-attack-muslim-hate-crime-rise-uk-a8836511.html>
- 35 Tom Barnes, "Birmingham mosque attack: Counter-terror police called in to investigate incidents at Muslim places of worship across city", Independent, 21 mars 2020, <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/birmingham-mosque-attacks-terror-police-west-midlands-islamophobia-a8833036.html>
- 36 La protection des synagogues est couverte par un fonds distinct – la Subvention pour la sécurité de la protection de la communauté juive – qui est administré par le Community Security Trust.
- 37 "Places of worship scheme provides record levels of funding", Gov.UK, 15 mars 2020, <https://www.gov.uk/government/news/places-of-worship-scheme-provides-record-levels-of-funding>
- 38 US State Dept., "United Kingdom", Report on International Religious Freedom, op. cit.
- 39 "Woman who 'strangled schoolgirl with her own hijab' let off with a caution", Daily Mirror (online), 8 décembre 2019, <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/woman-who-strangled-schoolgirl-hijab-21051945>
- 40 "Woman with dogs pushed Muslim family and shouted f*** off at a pedestrian crossing", Tell Mama, 25 août 2020, <https://tellmamauk.org/woman-with-dogs-pushed-muslim-family-and-shouted-f-off-at-a-pedestrian-crossing/>
- 41 "Man spat at Muslim woman in niqab in Tooting", Tell Mama, 16 septembre 2020, <https://tellmamauk.org/man-spat-at-muslim-woman-in-niqab-in-tooting/>
- 42 "Independent expert appointed to tackle Islamophobia", Gov.UK, 23 juillet 2019, www.gov.uk/government/news/independent-expert-appointed-to-tackle-islamophobia
- 43 "Conservatives suspend members over Islamophobia allegations", BBC News (online), 13 novembre 2019, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-50398826>
- 44 Greg Heffer "Conservative Party suspends fresh batch of members over Islamophobia claims", Sky News (online), 2 mars 2020, <https://news.sky.com/story/conservative-party-suspends-fresh-batch-of-members-over-islamophobia-claims-11947895>
- 45 Damien Gayle, "Over half Muslim Labour members 'do not trust party to tackle Islamophobia'", The Guardian (online), 14 novembre 2020, <https://www.theguardian.com/uk-news/2020/nov/14/over-half-muslim-labour-members-do-not-trust-party-to-tackle-islamophobia>
- 46 "First Minister: Anti-Catholic discrimination 'a scourge on society'", Shropshire Star, 2 mai 2019, <https://www.shropshirestar.com/news/uk-news/2019/05/02/first-minister-anti-catholic-discrimination-a-scurge-on-society/>
- 47 Luke Chillingsworth, "London church attacks: Satanic '666' symbols scratched into doors in series of attacks", Daily Express (online), 21 juin 2019, <https://www.express.co.uk/news/uk/1143268/london-church-attacks-st-johns-church-stratford-st-matthews-west-ham-can-hall-road>
- 48 "'Occult' attacks on New Forest cattle and sheep", BBC News (online), 22 novembre 2019, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-england-hampshire-50506094>
- 49 Kelly Williams, "Rhyl priest attacked trying to defend church from vandals", Daily Post, 12 juin 2020, <https://www.dailypost.co.uk/news/north-wales-news/rhyl-priest-attacked-trying-defend-18388171>
- 50 See for example, Donna Deeney, "Priest chased down Northern Ireland street by drunk", Belfast Telegraph, 17 mai 2019, <https://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/priest-chased-down-northern-ireland-street-by-drunk-38119694.html> ; David Powell, "Priest left 'terrified and shaking' after being punched and threatened in attack at church", Daily Post, 17 novembre 2020, <https://www.dailypost.co.uk/news/north-wales-news/priest-left-terrified-shaking-after-19296960>
- 51 "Attacks on places of worship happen every three days in Northern Ireland", CARE, 27 août 2020, <https://care.org.uk/news/2020/08/attacks-on-places-of-worship-happen-every-three-days-in-northern-ireland>
- 52 Victoria Ward, "School employee sacked after sharing petition about LGBT lessons says it was 'morally necessary' to speak out", The Telegraph, 21 septembre 2020, www.telegraph.co.uk/news/2020/09/21/school-employee-sacked-sharing-petition-lgbt-lessons-says-parents ; Nick Duffy, "School worker sacked after claiming LGBT+ 'indoctrination' is 'brainwashing our children'. Now, she's suing for discrimination", Pink News, 21 septembre 2020, <https://www.pinknews.co.uk/2020/09/21/kristie-higgs-farmors-school-anti-lgbt-christian-concern>
- 53 Simon Caldwell, "Lib Dems deselect Catholic as election candidate", The Tablet, 19 novembre 2019, <https://www.thetablet.co.uk/news/12218/lib-dems-deselect-catholic-as-election-candidate>
- 54 Bishop of Truro's Independent Review for the Foreign Secretary of FCO Support for Persecuted Christians: Final Report and Recommendations, <https://christianpersecutionreview.org.uk/report/>
- 55 Progress on the Bishop of Truro's independent review on persecution of Christians and freedom of religion or belief, House of Commons Research Briefing, 15 octobre, 2020, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cdp-2020-0110/>
- 56 US State Dept., "United Kingdom", Report on International Religious Freedom, op. cit.
- 57 Tom Dare, "Hindu temple attack 'an attack on our values' claims mayor", Birmingham Mail (online), 17 juillet 2019, <https://www.birminghammail.co.uk/black-country/hindu-temple-attack-an-attack-16584689>
- 58 "Sikh taxi driver in Reading attacked by four passengers", BBC News (online), 21 septembre, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-england-berkshire-54147842>
- 59 "Pagan prisoners fuming over cell ban on candles and incense used to worship gods", Daily Record, 5 page janvier 2020, <https://www.dailyrecord.co.uk/news/scottish-news/pagan-prisoners-fuming-over-cell-21219948>